

Déclarations de ministres

[Traduction]

Bâtir une économie plus vigoureuse et plus souple, voilà la meilleure façon d'assurer aux Canadiens les ressources nécessaires pour maintenir et promouvoir leur identité sociale et culturelle, ces éléments clés dans la qualité de vie élevée qui est la nôtre. Voilà la meilleure façon de renforcer les éléments distinctifs de notre vie nationale qui font du Canada une nation originale, au succès sans égal.

[Français]

Le gouvernement continuera de bâtir un Canada plus fort en progressant sur tout le front des initiatives visant à développer notre potentiel d'individus et de nation—des initiatives comme la réforme fiscale, le libre-échange, la réforme réglementaire et les services de garde d'enfants.

[Traduction]

Le 18 juin, j'ai déclaré qu'en fin de compte, il fallait, pour juger cet ensemble de propositions, voir si elles apporteraient à nos aînés plus de sécurité et de tranquillité d'esprit, aux personnes nécessiteuses un régime fiscal plus équitable et moins lourd, à nos jeunes des possibilités et des raisons d'espérer plus grandes, et à nos travailleurs plus d'encouragement, de stabilité et de liberté.

Je puis affirmer aujourd'hui, avec une confiance encore plus grande, que nous atteignons ces objectifs.

[Français]

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, nous venons d'assister à ce que j'appellerais une comédie qui mérite d'être soulignée avec force afin que les contribuables canadiens sachent réellement à quoi ils viennent d'assister.

● (1700)

[Traduction]

On ne peut pas faire confiance au gouvernement. On ne peut pas faire confiance au ministre des Finances (M. Wilson) . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Garneau: . . . parce qu'il a trompé la confiance des contribuables canadiens. Le ministre des Finances fait penser au voleur qui dans un parc a arraché à une vieille dame son sac à main contenant 200 \$, et qui s'attend à des remerciements parce qu'il retourne le sac vide.

[Français]

Monsieur le Président, je vais reprendre un à un les articles du texte du ministre des Finances d'aujourd'hui et, seulement pour vous donner un exemple précis de ce que je viens de dire, on va toucher la question de la fiscalité des familles.

Monsieur le Président, en 1985, lorsque ce ministre des Finances a décidé de désindexer partiellement les allocations familiales, lorsqu'il a décidé de baisser l'exemption pour enfant à charge au niveau des allocations familiales, et lorsqu'il a augmenté le crédit d'impôt pour enfants, il a épargné à l'État fédéral, il est allé chercher dans les poches des familles canadiennes, sur une période de cinq ans, 1 milliard 200 millions de dollars. Il a diminué les bénéfices aux familles d'une somme de 1 milliard 200 millions de dollars. Pour l'année 1988-1989, il aurait épargné 200 millions de dollars.

Et, aujourd'hui que fait-il avec son annonce? Il ne fait que retourner partiellement les 200 millions qu'il est allé chercher dans les poches de ces familles il y a trois ou quatre ans.

Monsieur le Président, c'est dans ce sens-là que je dis que le ministre ne peut pas être pris au sérieux lorsqu'il annonce que sa réforme fiscale va apporter des améliorations aux familles. Il ne fait que retourner partiellement ce qu'il leur a enlevé il y a quelques années.

Monsieur le Président, la réforme de la fiscalité a donné lieu à une comédie en trois ou quatre actes depuis 1984. Dans un premier temps, on a augmenté les impôts à «double tour», c'est la pire augmentation de taxes que les Canadiens n'ont jamais connue dans leur histoire.

Monsieur le Président, au cours des trois derniers budgets, le ministre des Finances a augmenté les taxes des Canadiens et des Canadiennes pour une somme totale de 22 milliards de dollars—je dis bien 22 milliards de dollars—ce qui signifiait pour les familles des augmentations considérables . . .

Une voix: Le déficit!

M. Garneau: . . . le député de Portneuf (M. Ferland) serait mieux de s'occuper de ses électeurs, parce que si on veut qu'on parle du déficit, je vais lui en parler tout à l'heure de ce déficit, c'est mon intention d'aborder cette question.

Mais le ministre des Finances a augmenté les taxes de 22 milliards de dollars.

Monsieur le Président, je vais simplement vous rappeler les augmentations de taxes qu'il a imposées.

Premièrement, en 1984, il a augmenté la taxe de vente de 1 p. 100.

Deuxièmement, il a augmenté la taxe de vente d'un autre 1 p. 100 en 1986, et d'un troisième 1 p. 100; deux fois en 1986 il a augmenté la taxe de vente de 1 p. 100 à chaque fois. Et à chaque fois, monsieur le Président, savez-vous combien cela coûtait? Cela coûtait un milliard de dollars de plus aux contribuables canadiens. Un milliard de dollars à chaque fois que le ministre venait chercher dans les poches des contribuables.

Il a augmenté la taxe sur l'essence de 2c. le litre en 1985; il l'a augmentée d'un autre cent en 1987. Et cet après-midi même, cette Chambre discutait de l'augmentation du quatrième cent, parce qu'on allait avoir une taxe sur l'essence de 4c. le litre de plus que lorsque ce gouvernement est arrivé au pouvoir.

Monsieur le Président, on a étendu la taxe de vente sur un certain nombre de choses qui n'étaient pas taxées auparavant, une augmentation de 400 millions de dollars; on a même taxé les tablettes de chocolat, toutes les choses que les enfants achètent pour leurs collations; on a augmenté une première fois la taxe sur les cigarettes et le tabac en 1985; une deuxième fois, on a augmenté la taxe sur le tabac et l'alcool en 1986; une troisième fois, on l'a augmentée en 1987 et on va l'augmenter encore une fois de 3 p. 100 avec cette déclaration ministérielle.

On a aboli le programme d'épargne pour la construction domiciliaire; on a désindexé le système d'impôt des Canadiens; on a éliminé la réduction de la taxe fédérale; on a changé ce qui amenait des augmentations additionnelles de taxes, le statut de personnes mariées; on a imposé des surtaxes de 5 et 10 p. 100; on a imposé une autre surtaxe de 3 p. 100 qu'on vient